

Bilan de la politique Développement Durable de Lille 1 2011

I. Introduction

L'université Lille 1 a décidé d'affermir son engagement dans les différents aspects du développement durable, engagement qui était tout particulièrement marqué dans les formations et les projets de recherche. Lille 1 a souhaité engager une politique de site volontariste. Le 19 Mars 2010, elle s'était engagée, sous la forme d'une lettre de cadrage votée au conseil d'administration, à mettre en œuvre une politique de développement durable sur ses sites. Elle s'est alors donné pour objectif d'intégrer, selon une démarche participative, les dimensions sociales et environnementales à tous les aspects de sa politique de sites, de formation, et de recherche.

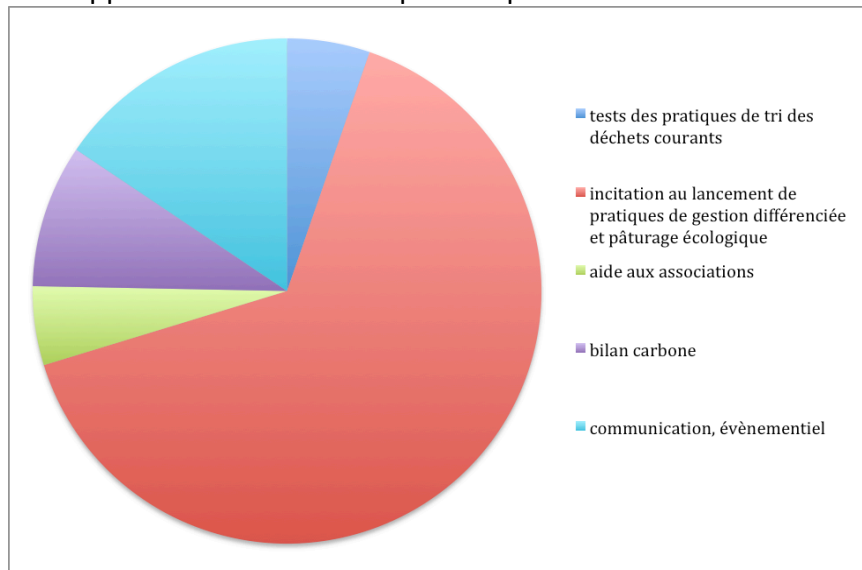
Cette démarche DD est portée par la Vice présidence en charge du DD et par un ingénieur d'études en charge de sa mise en œuvre opérationnelle. Celle ci correspond à la mise en place du Plan Vert de Lille 1, déclinaison dans les Universités de l'Agenda 21 des collectivités territoriales (en application de l'article 55 de la loi Grenelle 1).

C'est également un projet collectif. Un groupe de travail a participé à l'élaboration du document fondateur de la démarche : la charte de développement durable (CA du 19 Mars 2010). En 2011, le groupe de travail a également participé à l'élaboration d'actions, selon une démarche projet dans laquelle les membres du groupe de travail étaient invités à se réunir en sous-groupe afin de travailler sur une thématique en particulier. La démarche se veut participative mais également acculturante, comportant pour cela des actions DD visibles, ayant pour but de sensibiliser et de rendre présente aux yeux de tous la politique DD. Les étudiants sont associés quasi systématiquement à la mise en œuvre des actions, soit sous la forme de projets tutorés dans le cadre des formations, soit sous la forme de projets personnels associatifs dans le cadre de l'animation de la vie étudiante.

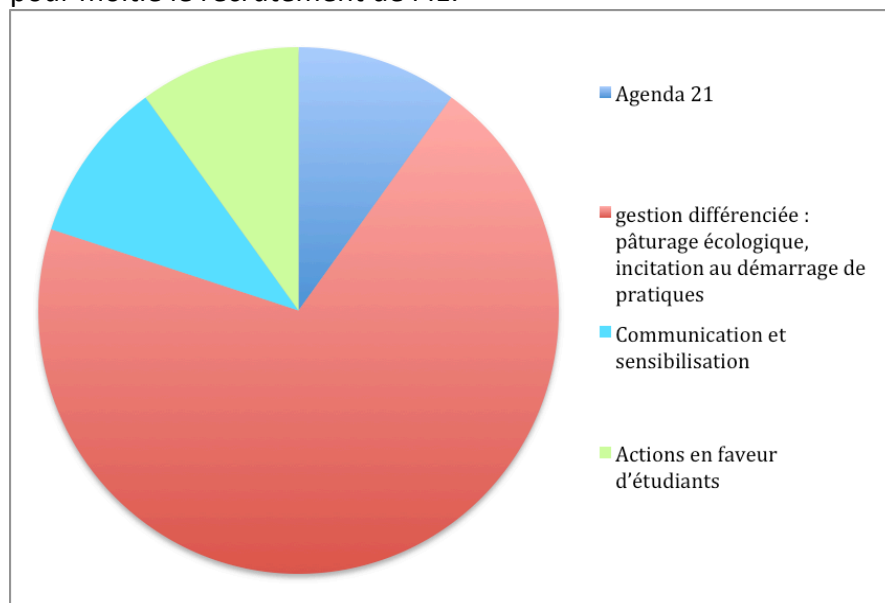
Le développement durable étant, dans sa forme la plus aboutie, un projet transversal, idéalement porté par tous, il est nécessaire lorsque l'on établit le bilan des forces impliquées de pointer l'importance des personnels et des Vice-président(e)s impliqués dans les différentes actions bien que non affectés directement au DD. Ainsi, toutes les actions ont bénéficié ou doivent bénéficier des appuis de personnels des services de l'Université, du soutien du Président, des Vice Présidents et des DGS(A), du groupe de travail Développement durable de l'Université Lille 1, d'étudiants (associations ou formations), d'enseignants chercheurs...

BUDGET 2011 :

Le budget 2011 est de 50 000 euros, auquel s'ajoute le recrutement d'un ingénieur d'études en CDD. Il s'agit d'un budget d'accompagnement, de nombreuses dépenses de développement durable étant portées par les services de l'université.



Budget prévisionnel 2012, sur 50 000 euros. En 2012, une aide du Conseil Régional financera pour moitié le recrutement de l'IE.



Le contexte, les enjeux, les actions précédant la formalisation de la politique de développement durable interne à Lille 1 et les actions menées en 2010, ont été détaillés lors du bilan présenté en février 2011. Les enjeux principaux pour la démarche de développement durable identifiés pour 2011 concernaient la poursuite des actions engagées et évidemment la mise en route de nouveaux chantiers, mais surtout l'inscription de la politique sur le long terme par la définition d'un plan pluriannuel d'actions en faveur du développement durable. Pour ce faire, parallèlement au lancement des premières actions visibles, une réflexion a été lancée de manière transversale dans les services de l'Université, afin de faire l'inventaire des actions déjà menées et de déterminer des perspectives d'amélioration ou des opportunités d'action pour une gestion plus soutenable du site. Cette étude, menée par le chargé de mission développement durable a permis de faire une

proposition de plans d'actions présentée à la direction générale des services de l'Université, qui constituera l'outil de la mise en œuvre de la charte de développement durable et du Plan Vert. L'état d'avancement de ces actions sera suivi régulièrement à l'aide d'indicateurs d'évaluation par le chargé de mission.

L'année 2010 a été l'année de la formulation de la politique et du lancement des premières actions. 2011 a été l'année du renforcement de ces premières actions et de formalisation de la démarche sous la forme d'un projet de Plan Vert.

II. LES ACTIONS MENEES en 2011

A. Favoriser la biodiversité

1. L'abandon des produits phytosanitaires chimiques

En 2009, le service des Espaces Verts et des Aménagements Paysagers, sous l'impulsion de Marie-Christine ROUSSEL et Francis DROBCZYNSKI, a initié la mise en œuvre d'une gestion différenciée des espaces verts. La première mesure prise pour cela a été l'arrêt du recours aux produits phytosanitaires (engrais, désherbants, pesticides, ...).

Elle a nécessité la mise au point de nouvelles méthodes de gestion des espaces verts telles que le recours à un désherbeur thermique dont l'achat a pu être effectué en 2011.

Les techniques additionnelles, peu coûteuses, telles que le paillage (recouvrir le sol des copeaux de bois produits par le broyage des branches coupées sur le campus) sont en cours de mise en place. Des listes d'espèces végétales locales (plus résistantes et favorisant la faune auxiliaire, donc nécessitant moins de soins) à favoriser sont établies et utilisées par les espaces verts. Dans le cadre de la construction du Grand Stade les aménagements paysagers sur le campus ont fait l'objet de nombreux échanges (Lille 1/DUSVA, LMCU, Ville de Villeneuve d'Ascq) afin de choisir autant que possible des espèces locales, résistantes, favorables à la faune et non invasives tout en répondant aux contraintes techniques du projet (Parkings P2 et P4C, boulevard Langevin, Parvis Cité Scientifique et parvis 4 Cantons).

2. Le pâturage écologique

De manière intégrée à la gestion écologique différenciée des espaces verts, un pâturage écologique avait été testé en septembre octobre 2010. Cette action poursuit plusieurs objectifs en cohérence avec la gestion différenciée des espaces verts. Elle apporte une plus grande variété d'habitats écologiques et de paysages, favorisant ainsi la biodiversité animale et végétale, et permet de diminuer le recours aux engins mécaniques. La réintroduction d'une vie pastorale dans l'espace urbain, à la fois ludique et apaisante, améliore la qualité de vie notamment pour les étudiants présents sur le long terme, constitue une clef d'entrée efficace pour la sensibilisation à l'environnement et ouvre l'université à l'extérieur en attirant un public plus familial sur le campus.

Des clôtures ont été posées et des animaux ont été installés sur certaines parcelles du campus. Il s'agissait, selon la surface des parcelles, de poneys, de chevaux, d'ânes, de vaches en permanence, et des moutons avec berger et chiens temporairement pour le pâturage de petites surfaces.

Le test de pâturage écologique mené en septembre octobre 2010 ayant été positif, l'opération a été renouvelée en 2011 (avril à novembre) après un appel d'offre.

Au vu de la bonne intégration de la méthode au fonctionnement de l'établissement et des services, de l'appréciation générale (qui pourrait être évaluée plus formellement en 2012), un nouvel appel d'offre est lancé pour 2012 selon les mêmes modalités.

3. Bilan des pratiques de gestion différenciée

Le bilan financier des pratiques de gestion différenciée est en cours d'élaboration. En effet, certaines pratiques ne sont pas encore suffisamment établies alors que leur gain fonctionnel est potentiellement très important (en particulier paillis de broyat de branches, prairies fleuries, à effet notable attendu en termes de diminution de tâches des personnels).

Notons cependant que l'ensemble de la pratique de gestion écologique des espaces verts tend malgré cela vers un équilibre. L'arrêt de l'achat des produits phytosanitaires permet d'économiser plus de 20 000 euros par an depuis 2009-2010. Des changements de pratiques sur certains marchés de taille des arbres ont permis plus de 20 000 euros d'économies également. Le pâturage écologique a coûté 29 900 euros TTC en 2011 et la désherbeuse thermique 25 000 euros. La diminution des tontes engendrée par le pâturage a été accompagnée de la diminution des pannes et du carburant utilisé (à évaluer plus précisément si possible).

Les autres modes de limitation des tontes sont peu onéreux (semis de prairies fleuries, 900 euros tous les 5 ans, à moduler selon pratique). Certaines méthodes de gestion alternative des parterres et bordures sont en cours d'installation et ne font pas l'objet d'achats (paillis de broyat de branches par exemple).

Le pâturage écologique permet aux agents du service des espaces verts de libérer du temps qu'ils peuvent consacrer à d'autres activités que la tonte, comme le maintien de la propreté du campus.

Cette démarche de gestion différenciée, support de sensibilisation mais aussi élément nouveau sur le campus nécessitant des explications, a fait l'objet de communication en interne par l'Illico et par la mise en place d'un chemin pédagogique de 8 panneaux expliquant les méthodes et objectifs. Deux panneaux sont en cours de création pour expliquer l'objectif de la réhabilitation du bassin du SN1 et les prairies fleuries.

L'opération d'éco-pâturage urbain a été l'objet de communication en interne au travers de l'Illico.

Comme en 2010 les étudiants sont associés à la conception et/ou à la mise en œuvre de ces actions. En 2010 les étudiants de M2P Gestion de la biodiversité avaient fait des propositions d'action dans le cadre de projets tutorés. En 2011 des associations ont fait une série de propositions pour la réhabilitation des bassins d'agrément de l'Université. Une de ces propositions a pu être mise en œuvre grâce au concours du service des espaces verts et aménagements paysagers. Il s'agit du bassin du SN1 qui est en cours de réhabilitation par l'établissement d'une mégaphorbiaie (grandes herbacées fleuries de milieux humides) ayant pour but d'être à la fois esthétique, favorable à la faune et simple à gérer. Cette action a regroupé les personnels des espaces verts en soutien technique et matériel, des membres du groupe de travail développement durable, et les étudiants ayant lancé le projet. Un projet associatif en cours consiste en la création d'abris favorables à la faune qui

complèteront les installations du service des espaces verts (nichoirs, tas de bois mort...). Des étudiants en Master e –services développent dans le cadre d'un projet tutoré une application pour smartphone permettant de localiser des éléments du campus liés au développement durable (pour le moment : chemin pédagogique, arboretum) en lien avec les DEUST Guide Nature multilingue.

Ces opérations font également l'objet de communication en externe. L'éco-pâturage urbain a suscité l'intérêt des médias en 2011 encore, et a été présenté en partenariat avec le service communication de l'université (France 3 National, émission « Midi en France »). La présentation de la démarche a été sollicitée dans le cadre du groupe de travail régional "plan vert des établissements publics supérieurs", organisé par la vice présidente en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche du Conseil Régional S. Rousseau, ainsi que dans le cadre de la "journée d'outillage scientifique des acteurs de l'éducation à l'environnement", organisée en novembre 2011 par le Conservatoire Botanique National de Bailleul et le rectorat.

Nous avons également présenté la démarche de pâturage écologique à l'ADEME qui souhaitait un témoignage et une fiche technique sur l'éco-pâturage pour publication dans la revue des éco-acteurs, ainsi qu'à eQuineo, bureau d'étude travaillant pour le Ministère du développement durable sur l'aménagement durable des campus, en vue d'une analyse de la transposabilité de l'opération pâturage urbain aux autres Universités.

Notre expertise scientifique et notre expérience sur la gestion de la biodiversité dans l'Université est également valorisée au travers de notre participation au groupe de travail "Référentiel Biodiversité" de la CPU/CGE, celles-ci ayant signé la Stratégie Nationale pour la Biodiversité. Une charte Biodiversité et un référentiel Biodiversité de la CPU/CGE seront publiés en 2012.

4. Patrimoine arboré

La gestion du patrimoine arboré du campus constitue une action spécifiquement démarrée en 2011.

Le patrimoine arboré est un élément significatif sur ce campus qui fait partie de son identité. Cela constitue une de ses richesses, en termes de qualité de vie et de qualité écologique. En particulier, au delà de l'aspect esthétique apaisant, une bonne densité en arbres permet la création d'un micro climat en coupant les vents. La création de ce micro climat s'est révélée particulièrement importante à la construction de l'Université, autrefois battue par les vents. Cependant un patrimoine arboré aussi important (estimé à plusieurs milliers d'arbres) engendre la nécessité d'une gestion de sécurité très rigoureuse au vu des risques potentiels et de la responsabilité pénale de l'établissement. Cela est d'autant plus marqué actuellement que de nombreux arbres sont maintenant âgés. Pour éviter les risques d'accident sans en passer par l'abattage systématique des arbres, il convient d'entretenir ces derniers en vérifiant les défauts des arbres en situation de risque et en planifiant des coupes légères qui ne fragilisent pas l'arbre. Aujourd'hui, aucun budget spécifiquement dédié à une telle gestion n'existe. Seuls des élagages d'urgence sont réalisés, selon des cahiers des charges très peu exigeants.

Il est donc indispensable de mettre en place des méthodes de gestion qui soient à la fois préventives, efficaces et respectueuses de nos arbres.

Une réunion a été menée en octobre 2011, réunissant des membres du groupe de travail et les responsables patrimoine arboré de la Ville de Lille et de la ville de Villeneuve d'Ascq, très avancés en la matière. Les méthodologies appliquées par ces collectivités ont alors été présentées. Une base de données (SIG idéalement) regroupe des informations sur l'ensemble des spécimens de secteurs prioritaires : localisation géographique, date de plantation, date et nature des derniers soins administrés, etc. Cet outil permet une planification des coupes (effectuées ensuite en dehors des périodes de nidification). Un tel protocole permet aux collectivités de conserver leur patrimoine arboré, tout en gérant les risques de manière transparente. Ces méthodes sont soumises à la Direction Générale des Services pour étudier la transposabilité d'un tel outil de gestion à l'Université. La participation de formations est envisagée.

5. L'inventaire de la biodiversité du campus.

Un inventaire de la biodiversité ainsi qu'un suivi des espèces animales et végétales est en cours de réalisation par les étudiants des parcours « M2 - Gestion de la Biodiversité », « M1 - Ecologie » et « L3 - Biologie des Organismes et des Populations » (démarré lors de l'année universitaire 2010-2011, et reconduit en 2011-2012). Le bilan n'est pas encore disponible (hormis pour les oiseaux) mais des espèces nouvellement contactées sont à noter (telles que l'hypolaïs ictérine).

Cette opération permet de connaître les espèces présentes sur le campus mais également d'avoir une action de sensibilisation envers ces étudiants et envers les usagers que l'on informe du suivi. Par ailleurs, les formations trouvent sur ce projet un bon support pédagogique.

B. Lutter contre le réchauffement climatique et les pollutions

1. Limitation de l'emprise des bâtiments

La charte développement durable votée en mars 2010 prévoit de limiter les nouvelles emprises, et de privilégier, autant que possible, les rénovations et extensions de bâtiments à de nouvelles constructions.

Une trame verte est prévue dans le document précurseur du Schéma Directeur de l'Immobilier et de l'Aménagement voté par le CA en 2010. Afin d'obtenir un schéma cohérent nous avons participé à la rédaction de ce "pré-SDIA" par l'intégration d'éléments liés à la politique de développement durable qui seront ainsi inscrits à long terme : trame verte et bleue, piétonisation du centre du campus, zone de convivialité, requalification des axes de circulation (zone de rencontre et zone 30 avec bande cyclable, aménagements négociés avec LMCU), etc. Une cartographie est faite permettant de visualiser ces éléments et leur cohérence.

Le plan Campus respecte autant que possible cet engagement. Le bâtiment D de Polytech est rénové et bénéficie de deux extensions dans ce cadre. Le Learning Center est également envisagé en rénovation (avec une éventuelle extension). Les bâtiments de la résidence Camus sont rénovés (avec isolation par l'extérieur). Une extension des bâtiments C5-C11 est prévue. Les nombreux besoins des usagers de l'Université Lille 1 ont néanmoins rendu

indispensable la réalisation d'ouvrages sur de nouvelles emprises, comme pour le projet Chevreur, l'animalerie du quartier Biologie ou de nouvelles serres de recherche. Hors Plan Campus, la résidence Reeflex, rendue nécessaire par les difficultés de logements temporaires (étudiants en stage, postdocs etc) se fera également sur une nouvelle emprise, dont le positionnement exact est discuté de manière à limiter ses effets sur la trame verte.

2. Amélioration des performances énergétiques des bâtiments.

Une concertation a été menée avec le Plan Campus Grand Lille et son assistant à maîtrise d'ouvrage/assistant à personne publique (Cap Terre et Idéam) afin de préciser les attentes en matière de développement durable de Lille 1 pour les projets immobiliers qui seront réalisés sur son campus. Des programmes environnementaux ont ainsi pu être inclus dans les programmes techniques. Les marges de manoeuvre budgétaires ont rendu nécessaire d'établir des priorités. En particulier, il a été convenu qu'un processus de labellisation (par exemple la certification HQE) n'était pas prioritaire, dans la mesure où les certifications les plus poussées n'étaient pas envisageables, et dans le but d'allouer les efforts budgétaires vers des cibles effectives définies comme prioritaires. Nous avons hiérarchisé les différentes thématiques composant un cahier des charges répondant aux critères HQE, dégageant ainsi les priorités environnementales que devront respecter les candidats. Parmi les thèmes mis en avant (« Très prioritaires »), l'énergie, les matériaux, l'exploitation/maintenance ainsi que l'intégration du bâtiment dans son site feront l'objet d'une attention toute particulière. Les autres thématiques (gestion des déchets, confort hygrothermique, confort visuel, confort acoustique et gestion de l'eau) sont qualifiées de « prioritaires ». Ce classement est assorti de critères contraignants pour les cibles « très prioritaires », et vise à être très incitatif pour les cibles prioritaires dans le cadre du dialogue compétitif. Dans chacune des thématiques, les candidats devront s'engager sur le respect d'exigences précises (fixées par rapport à des normes) et se montrer capable de justifier le respect de ces exigences.

Hors Plan Campus, la résidence Reeflex devrait être BBC et HQE.

3. Réalisation de différents diagnostics : diagnostic de performance énergétique, Bilan Carbone, diagnostic eaux

Une synthèse des différents diagnostics réalisés sur les bâtiments de l'Université (Accessibilité handicap, mise en sécurité, Diagnostic de performances énergétiques, Audits énergétiques) a été menée afin de présenter une vision consolidée de l'état du patrimoine bâti de Lille 1. Elle sera intégrée à un Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière. Pour les différents types de bâtiments (administration, enseignement, recherche, ...) est calculé l'investissement total nécessaire par m² pour la mise aux normes d'accessibilité par les personnes en situation de handicap, pour la mise en sécurité, et pour l'amélioration des performances énergétiques en vue d'atteindre les objectifs du Grenelle de l'environnement.

L'Université Lille 1 réalise actuellement un bilan de ses émissions de Gaz à Effet de Serre, le Bilan Carbone, mené selon la méthode proposée par l'ADEME, réglementaire pour fin 2012, avec l'aide d'un prestataire (Groupement IE Conseil- Sagacité). Il s'agit de mesurer l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre qui peuvent être imputables aux activités de l'université (référence année 2010), à la fois produites et induites par l'université, ce qui rend sa réalisation très complexe. Le Bilan Carbone s'intéresse à des domaines multiples tels que les consommations énergétiques des bâtiments, les déplacements engendrés par l'Université, les consommations de tous types, etc. Il s'agit d'un outil de pilotage qui

permettra à l'Université de déterminer les actions à mener prioritairement pour réduire ses émissions de GES.

Le Bilan Carbone est réalisé dans le cadre d'un projet collectif, regroupant les 7 Universités Régionales et l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Lille et porté par le Pôle Régional de Recherche et d'Enseignement Supérieur (P.R.E.S) de l'université Lille Nord de France, auquel l'Université Lille 1 est affiliée. La fin de la prestation est prévue pour septembre 2012.

Dans ce cadre, nous présidons le Comité de pilotage PRES :

- Préparation du dossier de demande de subvention fond FRAMEE (obtenu, pour 50% de la somme totale)
- Préparation du dossier d'appel d'offre, analyse des réponses à l'appel d'offre, rencontre du prestataire
- Conventions entre les partenaires du PRES

En interne à l'Université Lille 1 :

- Organisation du comité de pilotage Lille 1.
- Relations avec les prestataires, suivi de l'étude.
- Lien entre les étudiants et le bureau d'étude.
- Gestion de la plate-forme ASTRIDE (échange de données).

Ce bilan carbone est support de projets pédagogiques : 6 projets tutorés dont nous suivons l'avancée et qui permettent à la fois de répondre à une demande interne (évaluation des GES émis plus particulièrement par certains laboratoires, par Polytech, par le Recueil) et de permettre aux étudiants de participer à une action relevant d'un des secteurs d'embauche de leur formation.

Une formation "bilan carbone campus" a été proposée aux étudiants travaillant sur le Bilan Carbone de l'Université dans le cadre de leur parcours pédagogique, ainsi qu'à leur enseignant, en partenariat avec le REFEDD. Il s'agit d'une formation de 2 jours (10 et 11 Décembre 2011) animée par des professionnels du secteur (bureaux d'études réalisant des bilans d'émissions de gaz à effet de serre) ayant pour objectif d'apprendre aux étudiants à utiliser le tableur permettant de réaliser un bilan carbone (méthode simplifiée "campus").

Un bilan carbone est également l'occasion de sensibiliser nos usagers. Une première présentation de la démarche a été faite en septembre 2011. La présentation des résultats mi 2012 permettra de lancer une démarche collective pour la constitution de plans d'actions.

4. La gestion des déchets

Organisation de l'opération Campus Propre :

Une opération Campus propre a été organisée en Octobre 2011, dans le but de doublement de l'opération (2 par an), avec le SLAM, le DEUST Environnement et déchets et GEOLIN et le M2Pro Gestion de la biodiversité, sur la base du volontariat. 450kg de déchets ont été récoltés.

Opération pilote de tri des déchets :

En lien avec le SLAM, sont mises en place des « bornes de tri sélectif » donnant la possibilité aux usagers de trier leurs déchets, en test dans 6 bâtiments de l'Université (M1, SUP, A3, MDE, Culture, Telecom-Lille1).

Le système à mettre en place a été déterminé avec le SLAM, en particulier la collecte en interne, des supports de communication adaptés ont été réalisés par le service Com, des collecteurs pour les bornes de tri ont été achetés, des bacs de collecte ESTERRA ont été commandés auprès de LMCU, et la collecte interne a été organisée avec le SLAM.

Organisation d'opération de sensibilisation autour du tri et de la réduction des déchets :

En octobre 2011 un Bus Info Tri de LMCU a stationné devant la MDE et Telecom-Lille1. Des stands de sensibilisation LMCU ont été installés à la MDE. Une Conférence sur la réduction des déchets a été tenue à la MDE. Une projection/débat autour du film « ma poubelle est un trésor » a été organisé collectivement avec Lille 2 ainsi que des visites du centre de tri de Lille/Loos.

Recherche d'une solution pour le recyclage des bâches plastiques publicitaires produites par les activités de communication de Lille 1 (salons, portes ouvertes, colloques etc)

Nous envisageons une réutilisation sous forme de sacs et recyclage des chutes. Les sacs seraient à mettre en vente à la boutique afin de compenser le coût du recyclage.

5. La réalisation d'une enquête déplacement

Afin de favoriser l'usage des modes de transport les moins polluants (Transports en commun, vélo, marche, ...) par les personnes fréquentant le Campus de la Cité Scientifique, et de réduire l'utilisation des voitures, un Plan Local de Déplacement devra être mis en place, basé sur la connaissance précise des modes de déplacement des usagers et les freins à l'usage des modes de transport doux.

En vue de la mise en place de ce Plan de Déplacement, une enquête déplacement a été réalisée en 2010/2011 par les étudiants du master « Sociologie/ethnologie, spécialité Ingénierie de l'Enquête en Sciences Sociales » sous la direction de leurs enseignants. L'envoi du questionnaire a eu lieu début 2011. Les résultats de l'enquête ont servi de support pédagogique en 2010-2011 et en 2011-2012. Les résultats de l'étude seront publiés rapidement.

Les résultats de cette enquête sont également utilisés pour le Bilan Carbone de l'Université. Des étudiants en urbanisme vont travailler sur une première ébauche de plan de déplacement dans le cadre d'un atelier tutoré. Les propositions formulées pourront ensuite être discutées dans le cadre d'une concertation.

6. Incitation à l'usage de modes de transports doux

80 arceaux vélos ont été posés en 2011, en priorité près des bâtiments de cours. Une concertation a été menée pour décider des emplacements de garages à vélos à destination des personnels. Le Vélopôle de 4 Cantons (LMCU), devant être détruit par la construction du parking 4C dans le cadre des aménagements liés au Grand Stade, a été gracieusement cédé par LMCU sur notre requête. L'installation des garages à vélos est prévue rapidement.

C. Formation et sensibilisation au développement durable

1. Les formations liées au développement durable : valorisation

Ces formations, nombreuses, ont été valorisées à travers l'édition en 2010 d'une plaquette les présentant brièvement, et de sa mise à jour en 2011. Un stand y était consacré au Salon de l'Etudiant de Janvier 2011. Nous avons présenté les métiers et les formations de Lille 1 sur le thème du développement durable lors d'une table ronde aux éditions 2011 et 2012 du Salon de l'Etudiant.

Des UEs plus transversales sont également développées depuis plusieurs années, telles que l'UE Engagement associatif (UFR de Biologie, en démarrage en Géographie).

Nous avons également organisé une formation "Plan Vert des universités" d'une journée (Décembre 2011) à destination de l'ensemble des usagers du campus. L'objectif était de présenter la démarche Plan Vert (historique et enjeux) ainsi que le référentiel et ses modalités d'évaluation. Les participants y ont découvert le rôle qu'ils ont à jouer dans la démarche de leur établissement et quelques notions sur la concertation nécessaire. Cette formation a été organisée en partenariat avec le REFEDD et l'association ENVAR.

2. Opérations de sensibilisation

a) *Le parcours pédagogique.*

Le parcours pédagogique présenté dans le bilan 2010 a été revu dans son contenu, son visuel, et déplacé (recentré autour de la bibliothèque universitaire). Le contenu de deux panneaux supplémentaires est établi (prairies fleuries et bassin du SN1).

b) *La communication.*

La communication en interne s'est poursuivie en 2011, avec le service communication de l'Université, par la rédaction des pages du site internet de l'Université consacrées à la démarche de développement durable, le dépôt sur l'intranet des documents politiques en la matière, la révision des visuels pour le parcours pédagogique « biodiversité » avec le service communication, la rédaction des pages présentant la démarche de développement durable de l'Université du guide de l'étudiant, la conception de la campagne de communication liée à l'opération pilote de tri des déchets, la commande de mugs Lille 1 / développement durable (d'une part pour la "Boutique" de Lille 1 et d'autre part comme support visuel de valorisation des produits AB à l'Espace culture et comme incitation à l'usage écologique d'un distributeur à reconnaissance de gobelet au A3). D'autres supports de communication ont également été réalisés par le service communication, pour les opérations de sensibilisation ponctuelles (semaine des déchets, opération campus propre, etc.).

En externe la communication a concerné essentiellement les méthodes de gestion écologique des espaces verts et le pâturage (cf ci-dessus). Nous avons cependant également été sollicités par Direct Lille sur la politique globale de développement durable.

c) *Mix'Cité*

Le Festival Mix'Cité 2011 a comporté un « village environnement » , pour lequel ont été conviés des associations environnementalistes de Lille 1 ou extérieures (Le Merle, l'ADAV-Droit Au Vélo, Les Z'arts Recycleurs, Transpole et le V'Lille, Ecozoone, etc.).

d) Sensibilisation aux éco gestes

Une campagne de sensibilisation aux éco-gestes a été préparée en 2011, grâce au service communication. Un visuel et des messages simples sont déclinés sur des affiches, stickers, marque pages etc. Elle sera mise en œuvre début 2012.

e) Actions culturelles, séminaires

La politique culturelle de Lille 1, très développée, aborde très largement les thèmes du développement durable, par exemple dans le cadre des conférences du cycle Archimède, ou de la participation au Festival Sciences Métisses par exemple (thème 2011 : biodiversité et diversités humaines).

Les UFR, laboratoires et écoles doctorales organisent également de nombreux séminaires qui participent à la sensibilisation aux thèmes du développement durable mais ne peuvent être recensés (J. Jouzel à école doctorale SMRE par exemple).

D. Politique Sociale

La politique sociale de Lille 1, sur les formations, les conditions de travail des personnels et des étudiants, la culture etc. s'intègre bien entendu parfaitement aux préoccupations de développement durable.

Parmi nos actions transversales, le partenariat avec le Jardin de Cocagne est une opération en collaboration avec la Vie étudiante, permettant à des étudiants en grande précarité d'accéder à une alimentation de qualité (opération « 30 000 paniers solidaires » du réseau de Cocagne).

La création de l'association VéloCampus a également été soutenue en partenariat avec le BVE. Elle proposera un service prêt de vélo aux étudiants, un atelier pédagogique de réparation et un point d'information sur la mobilité douce.

E. Recherche et développement durable

Les laboratoires de Lille 1 développent des recherches sur des aspects du développement durable depuis bien avant la création de cette locution. Leur recensement, en vue de valorisation, a démarré. Un questionnaire a été envoyé via la lettre de la DIRVED, mais n'a pas suscité de réponse. Les directeurs de laboratoire vont être contactés pour des entretiens.

F. Ancrage territorial

1. Partenaires

Les partenaires présentés dans le bilan 2011, ville de Villeneuve d'Ascq et LMCU, ont poursuivi leurs échanges avec Lille 1, pour le partage d'expérience dans le premier cas, et pour l'élaboration des aménagements liés au Grand Stade dans le second. En ce qui concerne les aspects de développement durable liés au Grand Stade les principaux points de concertation ont concerné les requalifications du boulevard Langevin, du parvis Cité Scientifique, du Parvis 4 Cantons, la zone de la Passerelle, les aménagements paysagers.

Ainsi que cité précédemment la ville de Lille nous aide également dans l'élaboration d'un programme de gestion du patrimoine arboré.

Nous avons également participé à la concertation territoriale lors de la construction du Plan Climat Energie Territorial (PCET) de Lille Métropole Communauté Urbaine, à la concertation territoriale lors de la construction du Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE). En retour, le PCET et du SRCAE ont été pris en compte dans la construction du Plan Vert de l'Université.

Par ailleurs, Lille 1 et Lille 2 sont partenaires sur plusieurs opérations et Lille 3 rejoint leurs réflexions depuis la fin 2011, dans le cadre d'échanges de bonnes pratiques, du bilan carbone et du plan campus. Un recrutement de stagiaire commun à ces 3 établissements est en cours afin de mettre en place une charte développement durable Université de Lille, et un Plan Vert.

Les universités régionales sont par ailleurs partenaires sur le bilan carbone, suscitant échange, émulation et soutien mutuel. Le bilan carbone commun a d'ailleurs pour but de faciliter dans le futur des actions communes.

Plan Campus Grand Lille :

La démarche développement durable de Lille 1 a été présentée à l'équipe de programmation sur la mission d'assistance à personne publique du Plan Campus Grand Lille, nous avons participé à l'élaboration des volets environnementaux des pré-programmes.

2. Participation à des groupes de travail régionaux et nationaux

Lille 1 participe toujours au groupe de travail sur le développement durable dans les universités du Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais ainsi qu'au comité développement durable de la Conférence des Présidents d'Université, cf bilan des pratiques de gestion différenciée. Ce sont des lieux de partage d'expérience.

Par ailleurs la CPU/CGE élabore des documents à destination des autres établissements d'enseignement supérieur, tel que le référentiel "biodiversité" auquel nous participons activement. La CPU en partenariat avec Fondaterra a mené une enquête sur les bonnes pratiques de développement durable des campus français, à laquelle nous avons répondu. Nous utilisons également l'outil EVADES évaluant l'avancement des Plans Verts des universités.

Le comité développement durable de la CPU/CGE organise également des colloques dont l'objectif est de fournir des outils, des éléments d'argumentation ou d'élaboration des réflexions sur le développement durable. Nous avons ainsi suivi les colloques et formations de 2011-2012 :

- formation des chargés de mission développement durable des universités, à Grenoble
- Colloque « *rénovation du patrimoine tertiaire en vue de répondre aux objectifs du Grenelle de l'environnement* »
- Colloque « *Eco-campus, formations et responsabilité sociétale – Quelle stratégie pour les établissements européens d'enseignement supérieur?* »

Les échanges du groupe de travail sur le développement durable dans les universités du Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais ont abouti à l'obtention d'aides du Conseil Régional

pour 2012, fléchées vers l'élaboration des plans verts et ainsi le financement d'un personnel dédié par établissement (20 000 euros).

Réponse à l'appel à contribution « Trajectoires Durables » du CERDD :

Dans le cadre de la préparation du sommet de Rio, le CERDD (Centre Ressource sur le Développement Durable) souhaitait capitaliser un maximum de témoignages sur les démarches de développement durables des acteurs du territoire régional, afin d'identifier les leviers et contraintes liées à ces pratiques. Cela leur a permis d'élaborer une série de propositions qui seront défendues lors du sommet international.

- Témoignage sur le Plan Vert des universités, en collaboration avec Lille 2 et l'Institut Catholique de Lille.
- Témoignage sur le Bilan Carbone commun aux universités de la région Nord-Pas de Calais, en collaboration avec les établissements rattachés au PRES Lille-Nord de France

G. Inscription de la démarche de développement durable sur le long terme

Un point important prévu pour 2011 dans le précédent bilan était la pérennisation de la démarche de développement durable, en particulier par la construction d'instruments, de mise en œuvre opérationnelle, de suivi et d'évaluation de la politique.

L'outil de pilotage de la mise en œuvre opérationnelle de la démarche est un plan pluriannuel d'action dans lequel est listé une série d'opérations à réaliser en vue de répondre aux objectifs du Plan Vert et de la Charte de développement durable de l'Université.

Pour chaque action, une personne pilote est identifiée, ainsi que les moyens qui devront être mis en œuvre, un planning de réalisation est fixé et des indicateurs sont déterminés.

Ce programme, par nature ambitieux, doit également être réaliste. Pour cela, il est construit sur la base d'une concertation avec les acteurs concernés. Cette concertation a pris la forme d'un bilan des services centraux en matière de développement durable. Des entretiens avec les chefs de service (SLAM, SPCET, Achats et Marchés Publics, Hygiène et Sécurité, Espaces Verts/DUSVA) a permis de faire un état des lieux et de déterminer les perspectives d'action. Une première partie de ce plan pluriannuel d'action, concernant pour le moment principalement les services centraux et ayant ainsi surtout trait à la gestion du campus, a été ainsi co-construite et validée par la Direction Générale des Services le 8 Février 2012. Elle doit encore être complétée par les actions concernant la formation, la recherche, la vie étudiante, la politique sociale, le Service informatique/CRI, le service RI. La concertation avec les personnes en charge de ces questions est en cours. Les perspectives d'actions doivent encore être formalisées.

III. Perspectives 2012

Poursuite de :

- Construction du plan pluriannuel d'action.
- Mix'cité 2012 : Village environnement.

- Pâturage écologique.
- Gestion différenciée des espaces verts : prairies fleuries, abris, arboretum, application pour smartphone, etc.
- Opération Campus Propre, fév. et oct. 2012, avec communication/sensibilisation augmentée.
- Campagne éco-gestes
- VéloCampus.

Nouveaux chantiers :

- Certification « Code of Conduct » avec le CRI
- Atelier et concertation autour du plan de déplacement.
- Construction du plan déchet.
- Projet de cafétéria Solidaire au M1

Initiation de la démarche Plan Vert de Lille 1

Agenda 21 des services centraux

24 Février 2012

Le Plan Vert des établissements supérieurs d'enseignement et de recherche

L'article 55 de la Loi Grenelle 1 du 3 août 2009 stipule que les établissements d'enseignement supérieur doivent élaborer un «Plan vert» pour les campus.

Le Groupe de travail de la Conférence des Grandes Ecoles, la Commission Développement durable de la Conférence des Présidents d'Université et le REFEDD¹ ont développé, avec le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et le ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer, un dispositif opérationnel à proposer à l'ensemble des établissements français d'enseignement supérieur, appelé «Plan vert».

Le « Plan vert » est un « plan de stratégie de Développement durable », équivalent aux Agendas 21 des collectivités territoriales, soit un plan pluriannuel d'action qui recouvre toutes les dimensions du développement durable (sociale, économique et environnementale) et vise à sa bonne intégration par les établissements d'enseignement supérieur dans leurs activités d'enseignement et de recherche, mais aussi leur gouvernance. L'élaboration du Plan vert reflète la pleine conscience qu'ont les établissements d'enseignement supérieur :

- de leur rôle d'exemplarité², d'impulsion et de promotion des valeurs sous-tendant le développement durable vis à vis de la société dans son ensemble
- de l'impact de leurs activités sur l'environnement
- des enjeux du développement durable et de leurs missions propres. Ils reconnaissent leur rôle déterminant dans la formation, la citoyenneté et la culture des futurs acteurs de la société.

Le Plan Vert propose, en respectant l'architecture de la Stratégie Nationale du Développement Durable révisée (élaborée par l'Etat en suite du Grenelle de l'Environnement), de décliner chacun des 9 défis clés pour les établissements d'enseignement supérieur :

Défi 1/ Consommation et production durables

Défi 2/ Société de la connaissance 21/ éducation, formation - 22/ recherche et développement

Défi 3/ Gouvernance

Défi 4/ Changement climatique et énergies

Défi 5/ Transport et mobilité durables

Défi 6/ Conservation et gestion durable de la biodiversité et des ressources naturelles

Défi 7/ Santé publique, prévention et gestion des risques

Défi 8/ Démographie, immigration, inclusion sociale

Défi 9/ Défis internationaux en matière de développement durable et de pauvreté dans le monde

En élaborant son propre Plan vert, chaque établissement d'enseignement supérieur définit et met en œuvre sa stratégie spécifique de développement durable.

¹ REseau Français des Etudiants pour le Développement Durable

² circulaire du 03/12/2008 relative à « l'Exemplarité de l'Etat au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et de ses établissements publics » fiche n°17.


La démarche d'élaboration du Plan Vert à Lille 1

L'université Lille 1 s'est engagée à mettre en œuvre une politique de développement durable sur ses sites, dans une charte de Développement Durable rédigée avec le groupe de travail Développement durable et votée par son CA le 19 Mars 2010.

Dans cette charte, l'Université Lille 1 a affirmé sa volonté de définir des différents axes de progrès et objectifs à atteindre, formalisés et quantifiés dans un Agenda 21/Plan Vert.

L'implication de l'Université Lille 1 dans des thèmes du développement durable est très ancienne et s'est traduite par de très nombreuses formations et projets de recherche sur ces thèmes, ainsi que par une politique sociale très développée. La politique développement durable a donc été orientée prioritairement sur la gestion du site. Ainsi, le document présenté au CA le 24 Février 2012 définit les grandes orientations d'un Agenda 21 des services centraux de Lille 1 (Achats / Patrimoine / Communication / Hygiène et Sécurité / SLAM / Espaces Verts) et répond aux défis 1, 4, 5, 6 et 7 d'un Plan Vert. Les défis restants, en particulier 2 et 8 (formation/recherche et inclusion sociale), devront être intégrés. L'Agenda 21 des services centraux a été construit selon une démarche de concertation avec les services et la Direction Générale des Services, qui l'a validé le 8 Février 2012.

Cette planification des actions de Développement durable des services centraux renforcera la concrétisation de la politique de site, générera une dynamique et favorisera les démarches complémentaires. Elle est destinée à être précisée et complétée dans les deux ans, en particulier par la formation, la recherche et le social, dans une démarche de concertation incluant les services, la Direction Générale des Services, le Président et les Vice Président(e)s, le groupe de travail Développement Durable, le personnel en charge de son suivi, de son évaluation et de sa coordination, ainsi que de nombreux acteurs de la vie universitaire (tels que le Centre de Ressource Informatique, le Service Commun d'Action Sociale, la chargée de mission égalité femmes-hommes, la vice-présidence en charge de l'aide à la réussite, le Bureau de la Vie Etudiante, le Service des Relations Internationales, le Service Recherche et les laboratoires, le Service Formation, les composantes...).

		AGENDA 21 DE L'UNIVERSITE LILLE 1 - VOLET SERVICES CENTRAUX				Version 3 Emetteur : Chargé de mission Développement Durable Date : 02/2012			
OBJET		Proposition de plan d'action pluriannuel en faveur du développement durable							
PERIMETRE D'APPLICATION		Services centraux - Université Lille 1 SLAM / DUSVA / SPCT / Achats & Marchés Publics / Hygiène & Sécurité / Communication			RESPONSABLE DU PERIMETRE		Nina HAUTEKEETE - Vice-Présidente en charge du développement durable		
PILOTE DE LA DEMARCHE		Marie-Dominique SAVINA - Directrice Générale Adjointe des Services			DATE D'OUVERTURE	DATE DE CLOTURE			
COORDONNATEUR		Louis BIZALON - Chargé de mission Développement Durable							
CHANTIER	OPERATION	ACTIONS	PILOTE DE L'ACTION	ACTEURS	MOYENS	Court terme (1 à 2 ans)	Moyen terme (2 à 5 ans)	Long terme	
GESTION DES DECHETS	Amélioration de la valorisation des déchets	Réalisation d'une étude déchet	M. C. Roussel	SLAM	M2 GEOLIN	En cours			
		Plan déchet	M. C. Roussel	SLAM / Achats Marchés	Etude déchets	De Juin à Octobre 2012			
		Amélioration continue des critères sociaux/environnementaux dans l'ensemble des lots du marché de traitement des déchets	M. C. Roussel	SLAM / DD	Veille économique et réglementaire	A chaque renouvellement du marché de traitement des déchets			
	Amélioration de la gestion des déchets	Mise à jour et simplification du guide des déchets de l'Université	M. C. Roussel / G. Baradat	SLAM / H&S	Etude déchets / Intranet				
		Suivi des collecteurs de déchets	F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	ESTERRA / ELISE				
	Mise en place d'un tri des déchets courants	Opération pilote (M1, A3, SUP, M.D.E. Espace Culture, Telecom - Lille 1)	Extension de l'opération aux autres bâtiments	M. C. Roussel	SLAM	Ch.dM DD / ESTERRA / ELISE	En cours		
Extension de l'opération aux autres bâtiments			M. C. Roussel	SLAM	Ch.dM DD / ESTERRA / ELISE				
ALIMENTATION	Remplacement des distributeurs de denrées	Suivi du dispositif de tri des déchets courants	M. C. Roussel	SLAM	Ch.dM DD / ESTERRA / ELISE		Permanent		
		Opération Campus Propre	M. C. Roussel	SLAM	ESTERRA / CROUS / Composantes / COM		En Octobre et en Février, chaque année.		
AMENAGEMENT DES ESPACES EXTIEURS	Gestion différenciée des espaces verts	Sélectionner le prestataire pour les distributeurs de snacks et boissons par une procédure d'appel d'offre.	M. C. Roussel	SLAM / Achats Marchés	Procédure d'AO				
		Introduire des critères sanitaires, sociaux et environnementaux dans le cahier des charges de l'appel d'offre	M. C. Roussel	SLAM / Achats Marchés	Cahier des charges				
		Arrêt de recours aux produits phytosanitaires	F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	-				
	Gestion durable du patrimoine arboré	Développement de méthodes alternatives (pâturage, paillage, etc.)	Limitation des toites rases	F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	-			
			Valorisation des espaces extérieurs (parcours faune/flore, arboriculture, etc.)	F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	Formations (M2 GBEC) et associations étudiantes (Le Merle)			
			Réalisation d'un diagnostic quantitatif et qualitatif du patrimoine arboré	F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	Bureau d'étude			
	Propreté du campus	Définition d'un protocole et d'un cahier des charges exigeant pour l'entretien du patrimoine arboré	Améliorer la propreté des espaces extérieurs du campus	F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	-			
			Améliorer la gestion des déchets extérieurs	F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	Budget dédié			
	Schéma Directeur des aménagements paysagers	Qualité de vie	Améliorer la propreté des espaces extérieurs du campus	F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	Budget dédié			
			Améliorer la signalétique du campus	F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	Budget dédié			
Définir les grands principes et objectifs opérationnels de la gestion des espaces verts			F. Drobczynski	DGAS / DGS / Présidence / DUSVA	Concertation				
Définir des modes de gestion par espace, en fonction des usages			F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	Concertation				
RESEAUX	Restauration des réseaux d'eau	Formaliser des exigences environnementales (espèces souhaitées ou non, etc.)	F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	Concertation				
		Réalisation d'un diagnostic des réseaux d'eau	F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	Bureau d'étude	Réalisé			
		Programme d'opérations de rénovation	F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	Budget dédié				
POURQUOI D'ACHAT D'EXEMPLAIRE	Formulation d'une politique d'achat exemplaire	Prévenir l'encombrement des réseaux d'évacuation d'eau	F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	Budget dédié				
		Elaboration d'un planning d'intervention	F. Drobczynski	SLAM / DUSVA	Prog.				
		Elaboration d'une charte de l'achat durable	L. Delcroix	A&M / UFR / DD	Concertation				
	Développement des compétences pour la mise en œuvre de la politique d'achat exemplaire	Amélioration continue de la politique d'achat de l'Université par l'introduction de critères sociaux et environnementaux	Présentation de la charte au Conseil d'Administration de l'Université	DGS / Présidence	A&M / DD	-			
			Formation des agents du Service Achats et Marchés Publics aux achats durables et responsables	L. Delcroix	A&M / DD	Budget dédié			
			Rédaction et diffusion d'un guide des achats responsables à l'attention des personnels acheteurs de l'Université	L. Delcroix	A&M / COM / DD	Intranet			
			Amélioration du marché fournitures de bureau	L. Delcroix	A&M / DD	Concertation			
			Amélioration du marché produits d'entretien	L. Delcroix	A&M / SLAM / DD	Concertation			
			Amélioration du marché prestation de nettoyage et d'entretien des locaux	L. Delcroix	A&M / SLAM / DD	Concertation			
			Amélioration du marché de traitement des déchets	L. Delcroix	A&M / SLAM / DD	Concertation			
			Amélioration du marché photocopies de proximité	L. Delcroix	A&M / DD	Concertation			
			Amélioration du marché photocopieurs haut volume	L. Delcroix	A&M / DD	Concertation			
			Amélioration du marché traiteur	L. Delcroix	A&M / DD	Concertation			
			Amélioration du marché travaux d'impression	L. Delcroix	A&M / COM / DD	Concertation			
			Amélioration du marché consommables informatiques	L. Delcroix	A&M / CRU / DD	Concertation			
Amélioration du marché fourniture de matériel informatique	L. Delcroix	A&M / CRU / DD	Concertation						
Amélioration du marché fourniture de papier	L. Delcroix	A&M / DD	Concertation						
PLAN DE DEPLACEMENT	Plan de déplacement de l'Université	Connaître les problématiques des usagers du campus liées à la mobilité	L. Bizalton	M2 IESS	Enquête déplacement Ateliers FDC / Enquête déplacement	Réalisé			
		Réalisation d'une proposition de Plan de Déplacement Campus	L. Bizalton	M2 AUDT	Avr-12				
		Construction du Plan de Déplacement Campus	L. Bizalton	Acteurs de la mobilité, SPCT	Concertation	De Mai à Sept. 2012			
		Mise en œuvre du Plan de Déplacement Campus	L. Bizalton	Acteurs de la mobilité, SPCT	Budget dédié				
BILAN CARBONE	Réalisation du Bilan Carbone de l'Université	Renouvellement du Plan de Déplacement Campus	L. Bizalton	Acteurs de la mobilité	Budget dédié		Tout les 3 ans		
		Préparation du Bilan Carbone (subvention, AD, etc.)	PREs	Et. partenariats		Réalisé			
		Suivi du travail du prestataire et implication des formations dans l'étude à Lille 1	L. Bizalton	Références Bilan Carbone	Budget dédié / chargé de mission DD	En cours			
AMELIORATION DES PERFORMANCES THERMIQUES ET ENERGETIQUES DES BATIMENTS	Programmation des Gros travaux d'Entretien et de Rénovation (G.E.R.)	Renouvellement du Bilan Carbone	X. Loubel	Références Bilan Carbone	Budget dédié / chargé de mission DD		Tout les 3 ans		
		Synthèse des conclusions des audits énergétiques	X. Loubel	SPCT	Audit énergétique				
		Hierarchisation des opérations proposées en fonction de leur temps de retour sur investissement (T.R.I.)	X. Loubel	SPCT	Audit énergétique				
	Maitrise d'ouvrage développement durable	Programmation des G.E.R sur la base de cette hiérarchisation	Définir des exigences environnementales pour les constructions neuves et les rénovations, en les situant par rapport aux normes en vigueur à l'horizon 2020	X. Loubel	SPCT / DD	ADEME			
			Définir les exigences environnementales de l'Université lors des phases de travaux (charte chantier vert)	X. Loubel	SPCT / DD	ADEME			
			Formaliser ces exigences dans les documents cadres (SDIA, SPSI, ...) de la politique immobilière	X. Loubel	DGS / Présidence	-			
COMMUNICATION	Edifier les bases de la stratégie de communication autour du développement durable.	Installation et référencement de compteurs supplémentaires pour affiner la mesure des principaux flux consommés par l'Université (Gaz, électricité, eau)	X. Loubel	SPCT / DUSVA	Budget dédié				
		Suivi des comptages par NOE et ALERTO et mise en œuvre de mesures correctives	X. Loubel	SPCT	NOE / ALERTO				
PLAN DE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS ET ENVIRONNEMENTAUX	Améliorer la gestion des produits chimiques	Conception d'une charte graphique dédiée à la communication sur la démarche de développement durable	B. Bernard	P. Bourhis	-	Réalisé			
		Conception d'éléments graphiques pour les opérations de communication / sensibilisation liées à la démarche de développement durable	B. Bernard	DD / COM	-	Réalisé			
		Tenue de stands "Lille 1 s'engage dans le développement durable" lors des événements publics (P.O., ...)	B. Bernard	DD / COM	Stand		Chaque année		
		Page dédiée à la politique de développement durable sur le site internet de l'Université	B. Bernard	DD / COM	Site internet Lille 1		Mise à jour régulière		
AMÉLIORER LA GESTION DES PRODUITS CHIMIQUES	Améliorer la gestion des produits chimiques	Éliminer le passif de déchets dangereux	Président / Dir. de comp. et labo. / IHS	ACMO-coHS / Ch.dM risque chimique / SLAM / DGS / DGAS	Marché déchets dangereux.				
		Améliorer la gestion des déchets dangereux	Responsable SLAM / DGAS	IHS / Ch.dM risque chimique / ch.dM DD	Procédure				
		Développer de nouvelles habitudes en matière de gestion des produits chimiques	IHS / Président / Dir. de comp. et de labo.	IHS / DGS / DGAS / Ch.dM risque chimique / ACMO-coHS	Gest. prod. Chim. PCZA / IHS / DGS / DGAS / Ch.dM risque chimique / ACMO-coHS	Protocole / fiche de poste / courrier / renfort SHS			
		Mise à disposition d'outils pour assister la gestion des produits chimiques	IHS	ACMO-coHS / Ch.dM risque chimique / Dir. de comp. / gest. de prod. Chim. / A&M / INRIA / PCZA	CRU / Fournisseur				
		Mettre en conformité les stockages tampons dans les bâtiments	IHS / Dir. de comp. / SPCT / DGAS	SPCT	-				
Réaliser le suivi des expositions aux agents chimiques dangereux	OPRH	IHS - Chargeur amiantes générales DPH +	Procédure						